LA LIBERTE RELIGIEUSE DANS LES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Tahar Eddine AMMARI
Maître de Conférences (A).
Faculté de Droit. U.M.M.T.O

Introduction

La liberté religieuse est un droit fondamental, elle est consacrée par toute une série d'instruments internationaux. Les traités d'Oliva 1660 et de Nimègue 1678 reconnaissaient déjà à des populations une certaine forme de liberté religieuse, en interdisant la conversion forcée lors des transferts de territoires ([1]). A la fin de la première guerre mondiale, les traités de paix contiennent des dispositions destinées à protéger les minorités religieuses. Aussi, l'article 22/5 du pacte de la société des Nations Unies, précise que les puissances mandataires en Afrique centrale assument l'administration du territoire à des conditions qui garantissent la liberté de conscience et de religion([2]).

La recherche d'un fondement juridique pour la liberté religieuse s'est imposée avec force au lendemain de la deuxième guerre mondiale et la découverte des atrocités auxquelles pouvaient conduire les dérives religieuses. Ainsi, la charte des Nations Unies a d'abord réitéré dans plusieurs articles (1/3, 3/1, 55-c, 76-c) l'interdiction de toute discrimination fondée sur la religion, ensuite la liberté religieuse a été proclamée dans les textes universels et régionaux.

Malgré cette consécration juridique internationale, cette liberté fait l'objet, à ce jour, de plusieurs atteintes et de restrictions abusives, ce qui soulève la question de savoir si la liberté religieuse est- elle suffisamment protégée par les dispositions des textes internationaux pour faire face aux

enjeux, aux conflits d'intérêt et à l'évolution de la vie dans les différents domaines ?

Il est vrai que la liberté religieuse est consacrée par un nombre important d'instruments internationaux, cependant l'approche adoptée par ces textes est extensive et imprécise (Premier chapitre). Ces textes prévoient aussi la possibilité d'imposer des restrictions à la liberté religieuse, mais lesdites limitations sont prévues en des termes souples, vagues et généraux, ce qui laisse une marge de manœuvre assez importante pour les Etats (Deuxième chapitre).

Chapitre I : La consécration de la liberté religieuse dans les instruments internationaux : Une approche extensive et imprécise.

Parmi les textes internationaux au niveau universel qui consacrent la liberté religieuse, on peut citer les articles 18 et 26 de la déclaration universelle des droits de l'homme. La rédaction affirmative de l'article 18 de la déclaration a inspiré tous les textes ultérieurs : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public , qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites ».

L'article 2 de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948, définit le génocide comme tout acte commis avec l'intention de détruire en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

L'article 4 de la convention relative au statut de réfugiés de 1951, fait référence au fait que l'on doit accorder au réfugiés les mêmes droits qu'aux nationaux, en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants.

L'article 5 de la convention internationale sur l'élimination de toute les formes de discrimination raciale de 1965, déclare que pour se conformer totalement à cette convention, il faut inclure le droit à la liberté de religion ou de conviction pour tous les groupes ethnique et sociaux, suivi d'autres droits et libertés fondamentales.

L'article 13 du pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966, assure le droit pour chaque enfant à une éducation morale et religieuse conformément aux propres convictions des parents ou des représentants légaux, et parle de développement complet de la personnalité et de respect des droits de l'homme.

Les articles 18 et 26 du pacte international relatif aux droits civils et politiques consacrent aussi la liberté religieuse. L'article 18 stipule : : «-1.Toute personne a droit à droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. les Etats parties au présent pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions ».

Le 25 septembre 1981, l'assemblée générale des Nations Unies a proclamé à l'unanimité la déclaration sur

l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction[3]. Malgré son caractère non contraignant, la déclaration reste la codification la plus importante du principe de liberté de religion.

L'article 14 de la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant de 1989, identifie les droits de l'enfant tels que la liberté de religion ou de conviction. Il diffère de l'article 5 de la déclaration des Nations Unies de 1981 par le fait qu'il assure les droits et les devoirs des parents ou des représentants légaux, mais insiste sur le fait que ces derniers guident l'enfant dans l'exercice du droit susmentionné d'une manière qui correspond au développement de ses capacités et appelle les Etats à limiter les pratiques de religion ou de convictions qui peuvent porter atteinte à l'enfant.

Parmi les textes régionaux qui proclament la liberté religieuse, la convention européenne des droits de l'homme de 1950, qui consacre dans son article 9 la liberté religieuse, tandis que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques est reconnu distinctement par le protocole additionnel adopté le 20 mars 1952.

La convention américaine des droits de l'homme du 22 novembre 1969 prévoit dans son article 12/1 que « toute personne a droit à la liberté de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de garder sa religion ou ses croyances ou de changer de religion ou de croyance ainsi que la liberté de professer et de répandre sa foi ou ses croyances individuellement ou collectivement en public ou en privé... ».

Le quatrième paragraphe du même article ajoute que « les parents, et le cas échéant, les tuteurs ont droit à ce que leurs enfants ou pupilles reçoivent l'éducation religieuse conforme à leurs propres convictions ».

Les dispositions pertinentes de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981, en matière de liberté religieuse sont les articles 2 et 8. L'article 2 affirme la

jouissance des droits et liberté reconnus dans la charte sans distinction notamment de « religion ».

L'article 8 de la charte se borne à énoncer : « la liberté de conscience, la profession et la pratique libre de la religion sont garanties sous réserve de l'ordre public ; nul ne peut être l'objet de mesures de contrainte visant à restreindre la manifestation de ces libertés » .

L'analyse de tous ces textes internationaux, universels et régionaux, nous permet de distinguer entre trois aspects de la liberté religieuse :

1-La liberté d'avoir, d'adopter ou de changer sa religion ou ses convictions.

2-l'élimination de l'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

3-la liberté de manifester sa religion ou ses convictions.

I/ La liberté d'avoir, d'adopter ou de changer sa religion

Les instruments internationaux protègent avant tout le domaine des convictions personnelles et des croyances religieuses, ce que l'on appelle le For intérieur. Ce dernier s'agit, en effet, de sentiments, d'idées métaphysiques, d'élans mystiques, de dispositions de l'esprit, concernant l'origine de création , l'être des choses, le destin, le devenir, la place de l'homme dans l'univers, le temps, toutes choses qui avant de s'exprimer ou de passer à l'action, sont des pensées pures, des impressions ou des mouvements de la conscience. Tout croyant n'est pas forcément pratiquant[4].

Cependant, des nuances terminologiques caractérisent les textes internationaux quant à la reconnaissance de la liberté d'avoir, d'adopter ou de changer sa religion. En effet, ces textes pour reconnaitre le même droit, emploient d'une manière générale et vague, les expressions suivantes : la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Ainsi, par exemple, l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, prévoit que « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix... ».

Cet article a utilisé l'expression « ce droit implique... », ce qui veut dire que la liberté de pensée, de conscience et de religion constitue un même droit, alors que pour chacune de ces trois libertés un sens.

La liberté de pensée d'après le professeur Jacques Robert, se situeraient à mi-chemin entre la liberté d'opinion et la liberté de culte ou, mieux encore, au carrefour qu'elles constituent ensemble[5]. C'est ainsi qu'a été déclaré par l'ancienne commission européenne des droits de l'homme, la requête d'une personne soutenant que sa condamnation pour adhésion au parti communiste Turc étant une violation de sa liberté de pensée. En revanche, ne constitue pas une atteinte à la liberté de pensée, le fait de condamner une personne à des sanctions pécuniaires et à des peines d'emprisonnement pour atteinte à l'autorité de la justice[6].

La conscience est un produit plus élaboré et structuré que la pensée de la personne. De sérieux problèmes peuvent se poser, notamment dans le cadre de l'objection de conscience. Celle-ci peut revêtir diverses formes, elle se manifeste, par exemple, à l' occasion du service militaire. Les textes internationaux ne garantissent aucun droit à l'objection de conscience. Les Etats sont libres de ne pas reconnaitre l'objection de conscience et de sanctionner les personnes qui refusent d'effectuer leurs obligations. L'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe recommande, toutefois, la reconnaissance du droit de l'objection de conscience au service militaire par la convention européenne des droits de l'homme, et la mise en œuvre par les Etats membres de différentes formules visant la protection effective de ce droit[7].

La liberté de religion consiste pour l'individu à donner ou non son adhésion intellectuelle à une religion, à choisir librement[8].

Les textes internationaux prévoient que le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

Il ressort qu'une distinction doit être faite entre religion et conviction, mais sans que les instruments internationaux nous donnent un sens pour chacun des deux termes ou le contenu de cette distinction, ce qui donne une marge d'appréciation pour déterminer le contenu de chaque terme.

Le mot "religion" vient du mot latin « re-ligare »[9], verbe qui signifie relier. Il exprime, au moins, la relation de l'homme avec un être invisible et nécessaire. Il est souvent associé avec les croyances religieuses.

Madame B.O.Bénito, rapporteur spécial de l'étude de mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, décrit le terme « religion » « comme tendant à donner un sens à la vie et à prescrire la ligne de conduite à suivre en conséquence . La notion de religion sous- entend au minimum credo, code d'action et culte ».

Le même auteur ajoute que chaque religion peut faire valoir : « son propre dogme, qu'il se réclame ou non du théisme, ses propres doctrines de l'immoralité, de prédestination, de l'assignation des biens à la communauté, ses propres écritures telle que la Bible, le Talmud ou le Coran, ses propres formes de culte, telles que les Messes, les cérémonies ou les assemblées, ses propres objets de culte tels que la nature, les ancêtres ou une ou plusieurs divinités et ses propres coutumes telles que le baptême, les pèlerinage, la célébration des fêtes, le mariage ou les funérailles »[10].

Malgré cette contribution de Madame B. O. Bénito, il n'existe pas de définition précise et commune de la religion, et en l'absence de cette définition, le problème des Sectes[11] se pose inévitablement, ce qui suscite de légitimes inquiétudes[12].

Concernant le terme « conviction », il exprime une vision cohérente sur des problèmes fondamentaux. Ainsi, la Cour européenne des droits de l'homme a précisé le sens du mot par rapport à d'autres termes utilisés dans la convention européenne : " le mot « conviction » n'est pas synonyme des termes « opinions » et « idées » tels que les emploie l'article 10 de la convention, qui garantit la liberté d'expression ; on le trouve dans la version française de l'article 9 qui consacre la liberté de pensée, de conscience et de religion. Il s'applique à des vues atteignant un certain degré de force, de sérieux, de cohérence et d'importance" [13].

Aussi, une conviction peut revêtir un caractère religieux ou non religieux. En effet, les clauses consacrées à la liberté de religion dans les textes internationaux visent également les convictions laïques. C'est ainsi que le comité des droits de l'homme s'est prononcé dans le deuxième paragraphe de son observation générale numéro 22, en interprétant l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques : « l'article 18 protège les convictions théistes, non théistes et athées, ainsi que le droit de ne professer aucune religion ou conviction. Les termes conviction et religion doivent être interprétés au sens large. L'article 18 n'est pas limité dans son application, aux religions traditionnelles ou aux religions et croyances comportant des caractéristiques ou des pratiques institutionnelles analogues à celles des religions traditionnelles (...) »[14].

Dans le même sens, la Cour européenne des droits de l'homme a énoncé, dans la célèbre affaire KOKKINAKIS, que la liberté de pensée, de conscience et de religion « figure, dans sa dimension religieuse, parmi les éléments les plus essentiels de l'identité des croyants et de leur conception de la vie, mais elle est aussi un bien précieux pour les athées, les agnostiques, les sceptiques ou les indifférents, il y va du

pluralisme - chèrement conquis au cours des sociétés - consubstantiel à pareille société "[15].

Si la liberté de pensée, de conscience et de religion, implique le droit d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, elle implique aussi la liberté de changer de religion ou de conviction. Mais, il faut signaler que cette dernière n'est pas reconnue explicitement par tous les instruments. Elle avait été prévue certes, par l'article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme[16], l'article 9/1 de la convention européenne des droits de l'homme[17], ainsi que par l'article 12/1 de la convention américaine des droits de l'homme[18]. Cependant, pour le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la consécration n'est pas la même. En effet, lors des travaux préparatoires du pacte, certaines délégations et tout particulièrement celle de l'Arabie Saoudite, se sont opposées vigoureusement à l'inclusion d'une telle liberté dans le texte du pacte , craignant qu'elle puisse être interprétée comme favorisant indûment des activités missionnaires ou d'autres efforts de propager des convictions anti- religieuses. C'est ainsi qu'à la suite d'un amendement proposé par le Brésil et les Philippines, l'article 18/1 du pacte a reconnu finalement à toute personne « la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix ». La déclaration de 1981 sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction utilise, elle, une formule encore plus ambigüe puisqu'elle prévoit « la liberté d'avoir » et non pas « d'adopter une religion ou n'importe quelle conviction de son choix».

L'interprétation de ces textes a conduit, cependant, à un élargissement du sens de ces formules de compromis. En effet, dans son observation générale sur l'article 18 du pacte, le comité des droits de l'homme a remarqué que « la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction implique nécessairement la liberté de choisir une religion ou une conviction, y compris le droit de substituer à sa religion ou à sa conviction actuelle une autre religion ou conviction ou d'adopter une position athée »[19].

Certains auteurs s'aperçoivent que cette manière de voir n'est pas forcement partagée par tous les Etats , il existe une convergence certaine dans l'interprétation des instruments qui reconnaissent explicitement la liberté de changer de religion ou de conviction, d'une part, et de ceux qui sont plus ambigües d'autre part[20].

La liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou conviction implique aussi l'interdiction de toute contrainte en matière de culte, l'article 18/2 du pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit : "Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix".

Dans ce sens, il est interdit de demander ou d'imposer à un individu de révéler sa religion. C'est ainsi que le comité des droits de l'homme s'est exprimé dans son observation N°22: "Nul ne peut être contraint de révéler ses pensées ou son adhésion à une religion ou une conviction"[21].

II-Elimination de l'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

La non-discrimination est un principe fondamental et général en matière de protection des droits de l'homme. Pour certains auteurs, la discrimination est " traiter de façon inégale des situations semblables ou traiter de façon égale des situations dissemblables sans justification objective ou raisonnable"[22].

S'agissant de la discrimination et l'intolérance fondées sur la religion, le deuxième paragraphe de l'article 2 de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, présente l'intolérance et la discrimination dans la définition suivante :

« Aux fins de la présente déclaration, on entend par les termes " intolérance et discrimination fondées sur la religion ou la conviction" toute, distinction, exclusion, restriction ou préférence fondées sur la religion ou la conviction et ayant pour objet ou pour effet de supprimer ou de limiter la

reconnaissance, la jouissance ou l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur une base d'égalité » .

Il ressort de cette définition que " l'intolérance, se trouve définie dans les mêmes termes que la discrimination, du moins dans ses rapports avec la religion ou la conviction. Pourtant la tolérance serait d'abord une vertu individuelle, un acte de compréhension à l'égard d'autrui qui ne vient pas de l'Etat, mais que celui-ci doit encourager : la tolérance serait plus exigeante que la non-discrimination "[23].

Les instruments internationaux affirment l'égalité dans la jouissance du droit à la liberté religieuse. En effet, l'article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 9 de la convention européenne, l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 12 de la convention américaine et l'article premier de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, utilisent tous la formule « toute personne », ce qui implique que tout individu, citoyen ou étranger et sans considération aucune de race, de couleur de sexe ou autre, peut jouir de la liberté de religion. D'ailleurs les dispositions qui consacrent l'égalité dans la jouissance et l'exercice du droit à la liberté de religion sont complétées par des clauses de non-discrimination inscrites à l'article 2 de la déclaration universelle des droits de l'homme, les articles 4/1 et 26/1 du pacte international relatif aux droits civils et politiques , l'article 27/1 de la convention américaine et l'article 2 de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, l'article 14 de la convention européenne des droits de l'homme qui prévoit : « La jouissance des droits et libertés reconnues dans la présente convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation » .

Il est important de souligner que la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, contrairement aux autres textes internationaux, n'a pas utilisé la formule « toute personne », mais elle a directement prévu dans son article 8 que « la liberté de conscience, de profession et la pratique libre de la religion sont garanties... » .

Cependant, les dispositions de son article 2 prévoient des clauses de non- discrimination dans la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la charte y compris la liberté religieuse[24].

Il ressort de l'analyse des dispositions de ces instruments internationaux, que la liberté religieuse ne peut faire l'objet de discrimination, et elle ne peut être le motif ou la cause d'une intolérance ou d'une discrimination.

Le fait qu'une religion est reconnue en tant que religion d'Etat ou qu'elle est établie en tant que religion officielle ou traditionnelle ou que ses adeptes représentent la majorité de la population, ne doit pas entrainer une discrimination quelconque contre les adeptes d'autres religions ou les non-croyants. En particulier, certaines mesures de caractère discriminatoire pour ces derniers[25].

Toutefois, l'interdiction de discrimination n'exclut pas toute différence, c'est ce qu'observe le comité des droits de l'homme dans son observation N°22: "Toute différenciation ne constitue pas une discrimination, si elle est fondée sur des critères raisonnables et objectifs et si le but visé est légitime au regard du pacte"[26].

III- La liberté de manifester sa religion ou sa conviction

La liberté de manifester sa religion ou sa conviction n'est que la conséquence des droits à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

La liberté de manifester sa religion ou sa conviction est libellée de manière plutôt large dans l'ensemble des textes pertinents. C'est ainsi que la déclaration universelle des droits

reconnaissance, la jouissance ou l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur une base d'égalité » .

Il ressort de cette définition que " l'intolérance, se trouve définie dans les mêmes termes que la discrimination, du moins dans ses rapports avec la religion ou la conviction. Pourtant la tolérance serait d'abord une vertu individuelle, un acte de compréhension à l'égard d'autrui qui ne vient pas de l'Etat, mais que celui-ci doit encourager : la tolérance serait plus exigeante que la non-discrimination "[23].

Les instruments internationaux affirment l'égalité dans la jouissance du droit à la liberté religieuse. En effet, l'article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 9 de la convention européenne, l'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'article 12 de la convention américaine et l'article premier de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, utilisent tous la formule « toute personne », ce qui implique que tout individu, citoyen ou étranger et sans considération aucune de race, de couleur de sexe ou autre, peut jouir de la liberté de religion. D'ailleurs les dispositions qui consacrent l'égalité dans la jouissance et l'exercice du droit à la liberté de religion sont complétées par des clauses de non-discrimination inscrites à l'article 2 de la déclaration universelle des droits de l'homme, les articles 4/1 et 26/1 du pacte international relatif aux droits civils et politiques , l'article 27/1 de la convention américaine et l'article 2 de la déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, l'article 14 de la convention européenne des droits de l'homme qui prévoit : « La jouissance des droits et libertés reconnues dans la présente convention doit être assurée, sans distinction aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance ou toute autre situation » .

. Il est important de souligner que la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, contrairement aux autres textes internationaux, n'a pas utilisé la formule « toute personne », mais elle a directement prévu dans son article 8 que « la liberté de conscience, de profession et la pratique libre de la religion sont garanties... » .

Cependant, les dispositions de son article 2 prévoient des clauses de non- discrimination dans la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la charte y compris la liberté religieuse[24].

Il ressort de l'analyse des dispositions de ces instruments internationaux, que la liberté religieuse ne peut faire l'objet de discrimination, et elle ne peut être le motif ou la cause d'une intolérance ou d'une discrimination.

Le fait qu'une religion est reconnue en tant que religion d'Etat ou qu'elle est établie en tant que religion officielle ou traditionnelle ou que ses adeptes représentent la majorité de la population, ne doit pas entrainer une discrimination quelconque contre les adeptes d'autres religions ou les non-croyants. En particulier, certaines mesures de caractère discriminatoire pour ces derniers[25].

Toutefois, l'interdiction de discrimination n'exclut pas toute différence, c'est ce qu'observe le comité des droits de l'homme dans son observation N°22: "Toute différenciation ne constitue pas une discrimination, si elle est fondée sur des critères raisonnables et objectifs et si le but visé est légitime au regard du pacte"[26].

III- La liberté de manifester sa religion ou sa conviction

La liberté de manifester sa religion ou sa conviction n'est que la conséquence des droits à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

La liberté de manifester sa religion ou sa conviction est libellée de manière plutôt large dans l'ensemble des textes pertinents. C'est ainsi que la déclaration universelle des droits

de l'homme indique que la liberté de manifester sa religion est une implication du droit à la liberté de religion : « ...ce droit implique...la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les rites ». L'article 18 du pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme, reprennent cet énoncé pratiquement dans les mêmes termes.

Contrairement à ces textes, la convention américaine des droits de l'homme ne précise pas de quelle façon la liberté de religion pouvait se manifester et ne détermine pas les garanties de la liberté des pratiques religieuses, du culte, etc. ... Certes, elle a énuméré les conditions (individuellement ou collectivement, en privé ou en public), mais pas les modalités de la manifestation de sa religion ou de ses croyances[27].

La charte africaine des droits de l'homme et des peuples est encore plus ambigüe, elle n'énumère ni les conditions ni les modalités de la manifestation de sa religion; elle se contente d'une expression très générale « ...la pratique libre de la religion ».

L'exercice de la liberté de religion peut revêtir de nombreuses formes. Il est difficile d'énumérer avec précision les manifestations de la liberté de religion, cependant l'article 6 de la déclaration sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, dresse une liste des principales manifestations de la pratique religieuse qui sont :

- La liberté de pratiquer un culte et de tenir des réunions se rapportant à une religion ou une conviction et d'établir et d'entretenir des liens à ces fins ;

- La liberté de fonder et d'entretenir des institutions charitables ou humanitaires appropriées ;

- La liberté de confectionner, d'acquérir et d'utiliser, en qualité adéquate, les objets et le matériel requis par les rites ou les usages d'une religion ou d'une conviction ;

- La liberté d'écrire, d'imprimer et de diffuser les publications sur ces sujets ;

- La liberté d'enseigner une religion ou une conviction dans les lieux convenant à cette fin ;

- La liberté de solliciter et de recevoir des contributions volontaires, financières et autres, de particuliers et d'institutions ;

- La liberté de former, de nommer, d'élire ou de designer par succession les dirigeants appropriés, conformément aux besoins et aux normes de toute religion ou conviction ;

- La liberté d'observer les jours de repos et de célébrer des fêtes et des cérémonies conformément aux préceptes de sa religion ou de sa conviction ;

- La liberté d'établir et de maintenir des communications avec des individus et des communautés en matière de religion ou de conviction aux niveaux national et international.

La doctrine[28] explique la notion de pratiques religieuses dans deux approches possibles. En un sens large, elle correspond à tout ce qui sert à manifester son appartenance religieuse : geste, symbole, vêtements, alimentations, rituels, fêtes, cérémonies,...il s'agit, autrement dit, de toutes les formes qui permettent de rendre visible, en privé ou en public, une religion ou une conviction.

Quant au sens étroit, Il distingue les pratiques de ce qui constitue le culte, l'enseignement et les rites. Le terme « pratiques» semble alors chercher à désigner tout le reste des actes visibles d'appartenance religieuse, qui ne sont pas compris dans le culte et les rites.

Le comité des droits de l' l'homme explique dans le paragraphe 4 de son observation N° 18 que " la liberté de manifester sa religion ou sa conviction par le culte,

l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement englobe des actes très variés. Le concept de culte comprend les actes rituels et cérémoniels exprimant directement une conviction, ainsi que différentes pratiques propres à ces actes, y compris la construction de lieux de culte, l'emploi de formules et d'objets rituels, la présentation de symboles et l'observation des jours de fête et des jours de repos. L'accomplissement des rites et la pratique de la religion ou de la conviction peuvent comprendre non seulement des actes cérémoniels, mais aussi des coutumes telles que l'observation de prescriptions alimentaires, le port de vêtements ou de couvre-chefs distinctifs, la participation à des rites associés à certaines étapes de la vie et l'utilisation d'une langue particulière communément parlée par un groupe..."[29].

Toutefois, la manifestation d'une religion ou d'une conviction ne peut correspondre à une forme de propagande en faveur de la guerre ou à un appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence[30].

Concernant la mise en œuvre de manifestations, elle soulève un problème qui prend la forme de deux questions successives. Tout acte, toute parole, peuvent-ils être référés automatiquement à une conviction religieuse ? Si non, qui désigne en dernier lieu ce qui est une pratique religieuse et donc ce qui est une religion susceptible de servir de référence à cette manifestation ?

La Cour européenne dans l'affaire Kalaç a estimé que le terme « pratiques » ne désigne pas n'importe quel acte motivé ou inspiré par une religion ou une conviction[31]. C'est ainsi qu'elle a procédé dans l'affaire Kokkinakis, à la distinction entre le droit de convaincre et le prosélytisme. D'après cette même Cour, le témoignage chrétien correspond à la vraie évangélisation, c'est-à-dire la liberté de convaincre ; en revanche le prosélytisme est définit par des procédés tels que l'octroi d'avantages matériels, la pression abusive sur des personnes en situation de détresse ou de besoin, la violence ou

le lavage de cerveau. La Cour estime que le prosélytisme abusif peut être sanctionné[32].

S'agissant de la partie habilitée à designer ce qui est une pratique religieuse, certains auteurs estiment que la logique d'une liberté qui s'enracine aussi fondamentalement dans le For intérieur, voudrait que ce soit l'individu, seul ou en communauté, qui décide de la façon de manifester sa religion. C'est ainsi que la Cour européenne affirma dans l'arrêt Manoussakisi : « Le droit à la liberté de religion tel que l'entend la convention, exclut toute appréciation de la part de l'État sur la légitimité des croyances ou sur les modalités d'expression de celles-ci »[33].

Cependant, cette solution est à prendre avec réserve s'agissant des pays musulmans dont l'islam est la religion de l'État. En effet, dans ces pays, l'État intervient dans la façon de manifester sa religion.

Chapitre II : Les restrictions à la liberté religieuse : Une marge de manœuvre pour les Etats.

Certes, les instruments internationaux pertinents consacrent tous la liberté religieuse, mais comme la bien exprimé le professeur Yadh Ben Achour « il ne faut pas se cacher que dans l'esprit de certains croyants radicaux, excessivement politisés, illuminés, ou tout simplement ignorants, la manifestation de la religion peut aller jusqu'aux formes les plus irrationnelles et jusqu'aux fantasmes les plus sanguinaires »[34].

Pour ne pas dégénérer dans la violence, la liberté de manifester sa religion doit tenir compte d'un équilibre entre les exigences opposées, sinon contradictoires. Il s'agit tout d'abord de concilier les intérêts des diverses communautés religieuses. Il faut ensuite concilier entre la liberté de manifester sa religion, la tranquillité, l'ordre public et les droits d'autrui.

Afin d'assurer cet équilibre entre la liberté de manifester sa religion et les différentes exigences, les instruments internationaux prévoient la possibilité d'apporter des restrictions à la liberté de manifester sa religion.

Ainsi, la déclaration universelle des droits de l'homme, qui n'a pas inséré des clauses de restrictions dans chaque article qui reconnait un droit ou une liberté, impose des limitations dans son article 29/2 à l'exercice de tout droit et de toute liberté reconnus par la déclaration y compris la liberté religieuse. Cet article prévoit :

« Dans l'exercice de ces droits et dans la jouissance de ses libertés, chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et liberté d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et de bien- être général dans une société démocratique ».

En revanche, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la convention européenne des droits de l'homme et la convention américaine des droits de l'homme, ont inséré en des termes, presque, identiques des restrictions dans le même article qui reconnait la liberté religieuse.

En effet, l'article 18, par exemple, du pacte international relatif aux droits civils et politiques, après avoir reconnu dans son premier paragraphe la liberté religieuse, a prévu dans son troisième paragraphe des restrictions à cette liberté : « la liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des restrictions prévues par la loi qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et des droits fondamentaux d'autrui ».

A la différence du pacte, et de la convention américaine[35], la convention européenne prévoit la nécessité des restrictions à la liberté religieuse dans une « société démocratique ».

En effet, le deuxième paragraphe de l'article 9 de la convention européenne stipule : « La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publique, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

S'agissant de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, elle a choisi une autre façon de prévoir des restrictions à la liberté religieuse. En effet, son article 8 prévoit : « la liberté de conscience, de profession et la pratique libre de la religion sont garanties. Sous réserve de l'ordre public, nul ne peut être l'objet de mesures de contraintes visant à restreindre la manifestation de ces libertés ».

On remarque que cet article n'utilise pas l'expression « des seules restrictions », mais il emploi les expressions « sous réserve », et « mesures de contrainte ».

De notre point de vue, cet article permet de prendre des mesures de contrainte pour restreindre la liberté de religion quand il y a trouble de l'ordre public, sans chercher si ces mesures sont prévues par la loi, ou si celles-ci sont nécessaires. Autrement dit, l'utilisation de l'expression « sous réserve » signifie, qu'il ne faut pas parler de liberté religieuse quand il y a trouble de l'ordre public, ce qui rend la préservation de l'ordre public la règle et la liberté religieuse l'exception.

Il ressort de ces dispositions des instruments internationaux, qui prévoient des restrictions à l'exercice de la liberté religieuse, qu'une marge d'appréciation assez importante est laissée aux Etats, même si trois conditions doivent être réunies pour imposer les restrictions : les restrictions doivent être prévues par la loi (I), elles doivent poursuivre un but légitime (II) et elles doivent être nécessaires dans une société démocratique (III).

I- Les restrictions doivent être prévues par la loi

Les autorités nationales doivent pouvoir apprécier les circonstances justifiant les restrictions, ce qui implique une marge de manœuvre importante pour les Etats.

La loi s'entend de l'ensemble du droit en vigueur, qu'il soit législatif, réglementaire ou jurisprudentiel, y compris les conventions internationales applicables dans l'ordre interne[36].

Cependant, la loi doit définir d'une manière claire et précise les conditions et les modalités de toute limitation des libertés, et cela pour éviter qu'elle soit la source d'arbitraire. A ce juste titre on cite une phrase très célèbre de Montesquieu qui disait : « Il n'y a pas de plus atroce tyrannie que celle qui s'exerce à l'ombre des lois et sous les couleurs de la justice »[37].

La loi doit être accessible et prévisible dans ses effets, ce qui implique que le texte de la loi doit être clair, précis et connu facilement[38].

La Cour européenne a , d'ailleurs, estimé que lorsque la loi pertinente n'énonce aucun critère matériel pour l'enregistrement de confession et de changement à leur tête, l'ingérence dans l'organisation interne de la communauté musulmane et dans la liberté de religion des requérants n'est pas prévue par la loi, en ce qu'elle est arbitraire et se fonde sur des dispositions légales accordant à l'exécutif un pouvoir d'appréciation illimité ; dans ces conditions, elle ne répond pas aux exigences de précision et de prévisibilité[39].

Le 29 Décembre 2009, les Suisses ont voté avec une majorité de 57.5% l'interdiction des minarets à l'appel de la droite populiste, pour qui ces édifices constituent « Le symbole apparent d'une revendication politico- religieuse du pouvoir , qui remet en cause les droits fondamentaux »[40] .

Il y a lieu de remarquer que cette loi ne détermine pas comment la construction des minarets remet en cause les droits fondamentaux, elle ne donne aucun critère matériel pour en arriver à une telle conclusion. Cette loi manque de précision et

de prévisibilité, et par voie de conséquence, elle est contraire aux critères déterminés par la jurisprudence internationale, notamment la Cour européenne, concernant la condition « les restrictions doivent être prévues par la loi ». La conférence des évêques suisses a estimé que « la décision du peuple représente un obstacle et un grand défi sur le chemin de l'intégration dans le dialogue et le respect mutuel ». Par ailleurs, le parti UDC de la droite populiste suisse, craint l'annulation de la dite loi par les tribunaux suisses en se référant à la convention européenne des droits de l'homme ou au pacte international relatif aux droits civils et politiques, et ce parti a menacé même d'exiger que la Suisse résilie les traités concernés[41].

Le parlement français a adopté définitivement le 14/09/2010 la loi interdisant « la dissimulation du visage dans l'espace public », le gouvernement français qui a présenté le texte de loi, considère que le port du voile intégral est contraire aux exigences fondamentales de vivre ensemble dans la société française et donc à l'ordre public. Le port de la burqua n'est pas compatible avec la vie en société[42].

Si la dissimulation du visage peut poser des problèmes de sécurité dans certaines circonstances et, par voie de conséquence, il est tout à fait légitime d'interdire la burqua ou toute autre tenue destinée à dissimuler le visage dans l'espace public, afin de garantir la sécurité publique qui est un des buts légitimes des restrictions prévues par les textes internationaux des droits de l'homme. Toutefois, l'analyse de cette loi nous laisse déduire qu'elle n'est pas placée sur le terrain de l'ordre public, mais elle a un autre objectif.

Le contenu et la manière avec lesquelles a été conçu la dite loi, traduisent la difficulté de trouver un justificatif valable pour interdire le port du voile « la burqua » sans pour autant porter atteinte aux libertés individuelles et tout en respectant les engagements internationaux de la France dans le domaine des droits de l'homme.

En effet, l'intitulé « loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public » suppose que la dite loi n'interdit

pas seulement le voile intégral « la burqua », mais aussi toute tenue destinée à dissimuler le visage dans l'espace public, portée par une femme ou un homme, considérée comme signe religieux ou non religieux, à l'exception des tenues énumérées par la dite loi[43].

L'analyse des dispositions de ce texte de loi aboutit à d'autres résultats. En réalité, cette loi vise uniquement le port du voile « la burqua » en tant que signe religieux. C'est ce qui ressort par exemple des sanctions prévues par cette loi : « les forces de l'ordre ne peuvent contraindre par la force une femme portant le niquab ou la burqua à retirer son voile ... », elle prévoit aussi des sanctions pour les personnes contraignant les femmes au port du voile intégral.

Sur la base de ces dispositions et autres, il s'agit bien d'une seule tenue « la burqua ou le niquab » et non pas de toute tenue destinée à dissimuler le visage, et ne concerne pas toute personne, homme et femme, mais uniquement les femmes, ce qui implique que l'intitulé de cette loi a un sens plus vaste que celui de son contenu.

A notre avis, le choix de cet intitulé est dicté par le souci d'éviter le reproche d'une loi discriminatoire et de ne pas blesser les citoyens français de confession musulmane. La réalité est que l'intitulé de la loi, voile son vrai objectif et le contenu de ses dispositions le dévoile.

Ainsi, la disposition qui dévoile plus cette réalité c'est celle qui prévoit : « les femmes concernées sont passibles d'une amende de 150Euros, à laquelle peut s'ajouter ou se substituer l'obligation d'accomplir un stage de citoyenneté ».

Selon cette disposition, une obligation d'accomplir un stage de citoyenneté peut s'ajouter ou se substituer à la sanction de payement d'une amende de 150 Euro par les femmes qui portent le voile intégral.

Le stage, d'après cette loi, doit rappeler les valeurs républicaines, il est réalisé en groupe à l'occasion de sessions collectives, continues ou discontinues. A notre avis, cette

disposition pose un problème très délicat, car la loi vise toute femme qui porte la burqua sur le territoire français et pas uniquement les françaises.

En effet, l'application de cette loi, est prévue sur tout le territoire français, tant en métropole qu'outre- mer, ce qui implique qu'elle concerne toute femme française ou étrangère se trouvant sur le territoire français avec un voile intégral. A notre avis, cela pourra engendrer plusieurs problèmes et porter atteintes aux libertés individuelles.

S'agissant, par exemple, de la liberté d'aller et venir, les femmes étrangères pourront voir leur demande de visa d'entrer en France rejetée parce qu'elles portent un niquab, et si elles arrivent d'une manière ou d'une autre à décrocher un visa, on peut leur interdire l'accès au territoire français si elles refusent de se dévoiler.

Les mêmes femmes auront, désormais, l'obligation de vivre à visage découvert durant tout leur séjour en France. Faute de quoi, elles ne devraient pas échapper à la verbalisation, reste toutefois à savoir si la justice française pourra matériellement sanctionner les touristes qui, par définition, ne restent qu'un temps limité dans l'hexagone. Le passage devant un juge de proximité se fait, en moyenne, entre trois et six mois après l'infraction.

Aussi, ce qui n'est pas logique, c'est de soumettre des femmes étrangères qui porte un voile intégral au stage de citoyenneté, alors qu'elles ne sont pas concernées ni par la citoyenneté française ni par les valeurs de la république française. Et si ce stage concerne uniquement les françaises, cela affaiblira le justificatif de l'ordre public présenté par le gouvernement français comme fondement de la dite loi.

Il y a lieu de signaler que le conseil d'Etat français a émet un avis défavorable sur le projet de cette loi avant son adoption par le parlement, il a estimé que l'interdiction globale du voile intégral ne repose sur aucun fondement juridique incontestable[44].

L'assemblée générale du conseil de l'Europe et Amnesty internationale ont considéré cette loi comme attentatoire à la liberté religieuse des femmes [45].

En Algérie l'ordonnance numéro 06–02 bis du 28/02 /2006 fixant les conditions et règles d'exercice des cultes autres que musulman[46], bien qu'elle contient des dispositions favorables à la protection de la liberté religieuse comme, par exemple, l'engagement de l'Etat pour garantir la tolérance et le respect entre les différentes religions[47], la protection par l'Etat des associations religieuses de culte autres que musulman[48], ou encore l'interdiction d'utiliser l'appartenance religieuse comme base de discrimination à l'égard de toute personne ou groupe de personnes[49].

Néanmoins, la dite loi présente un caractère répressif et certaines de ces dispositions manquent de clarté et de précision.

L'ordonnance 06-02 bis, qui comporte dix-sept articles, réserve six articles (10-15) aux dispositions pénales et seulement cinq articles (5 à 9) pour les conditions d'exercice de culte.

L'article 2/1 de ladite loi prévoit : « l'Etat Algérien dont la religion est l'islam garantit le libre exercice du culte dans le cadre du respect des dispositions de la constitution, de la présente ordonnance, des lois et règlements en vigueur, de l'ordre public, des bonnes mœurs et droits et libertés fondamentaux des tiers »

Cette disposition ne distingue pas entre la légalité des restrictions et le but légitime de celles-ci. De cette manière, elle permet d'imposer des restrictions à l'exercice de culte car elles sont prévues par la loi, même si l'exercice du culte ne porte pas atteinte au but légitime des restrictions. Cette disposition permet aussi d'imposer des restrictions en vue de préserver un but légitime, même si les restrictions ne sont pas prévues par la loi. Autrement dit, cette disposition n'exige pas de réunir en même temps, les trois conditions prévues par les textes internationaux des droits de l'homme pour imposer des restrictions à l'exercice

du culte (la légalité des restrictions, le but légitime et la proportionnalité).

En pratique, plusieurs cas peuvent confirmer cette idée, comme c'est le cas d'un prêtre catholique étranger condamné le 30/01/2008 par le tribunal de Maghnia à un an de prison avec sursis pour avoir prié avec des immigrants Camerounais dans un lieu de culte non autorisé. Sur appel, sa peine a été réduite à deux mois de prison avec sursis et une amende de 20 000,00 Dinars algériens[50].

On constate que la condamnation dans ce cas est justifiée par la condition de la légalité des restrictions. En effet, prié en groupe est un exercice collectif du culte qui doit être, d'après les articles 6 et 7 de l'ordonnance 06-02 bis, organisé par des associations à caractère religieux, a lieu exclusivement dans des édifices destinés à cet effet, ouverts au public et identifiables de l'extérieur, et quiconque exerçant un culte contrairement à ces dispositions est puni sur la base de l'article 13/1 d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 100 000,00 DA à 300 000,00 DA.

Cependant, cette condamnation n'est pas justifiée par un but légitime des restrictions, il n'est pas démontré que la prière en groupe faite par le prêtre avec des immigrants camerounais a porté atteinte à l'ordre public, la morale, la santé publique ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui. Justifier la condamnation par un texte de loi sans démontrer que l'exercice du culte porte atteinte à un but légitime, constitue une violation de l'article 18/3 du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

L'exercice collectif du culte doit être organisé, d'après l'article 6, par les associations à caractère religieux, ce qui implique qu'un groupe d'individus ne peut exercer un culte même dans un lieu autorisé, si cet exercice n'est pas organisé par une association religieuse.

L'ordonnance 06-02 bis interdit aussi l'exercice collectif du culte qui a lieu dans des édifices destinés à cet effet, si cet exercice n'est pas organisé par des associations religieuses.

Les manifestations religieuses, d'après l'article 8, ont lieu dans des édifices, elles sont publiques et soumises à une déclaration préalable.

Le décret exécutif n° 07-135 du 19/05/2007 fixant[51] les conditions et modalités religieuses des cultes autres que musulman, définit dans son article 2 la manifestation religieuse comme étant un rassemblement momentané de personnes, organisé dans les édifices accessibles au public, par des associations à caractère religieux.

Il ressort de ces dispositions, qu'il ne peut y avoir de manifestations religieuses en privé, une famille ou un groupe de familles ou un groupe de personnes ne peut pas organiser une fête religieuse, comme « Noël », dans un domicile familial. La fête de Noël doit être organisée par une association, dans un édifice religieux accessible au public et encore soumise à une déclaration préalable du Wali.

Toute personne ou un groupe de personnes qui organise une manifestation religieuse contrairement aux dispositions de l'article 8 de l'ordonnance 06-02 bis est puni selon son article 13/2 d'un emprisonnement d'un (1) an à trois (3) ans et d'une amende de 100 000,00 DA à 300 000,00 DA.

L'article 18 du pacte international relatif aux droit civils et politiques, prévoit la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, alors que l'ordonnance 06-02 bis ne prévoit que l'exercice collectif du culte dans les édifices destinés à cet effet, et par voie de conséquence, il ne peut y avoir de liberté de manifester individuellement sa religion en public, aussi il est interdit de manifester collectivement sa religion en privé.

L'interdiction du prosélytisme abusif par l'article 11 de l'ordonnance 06-02 bis, est compatible avec les textes internationaux, cependant cet article[52] n'interdit que le prosélytisme tendant à convertir un musulman à une autre religion, mais n'interdit pas le prosélytisme qui tend à convertir une personne d'une confession autre que musulmane vers une autre religion. Aussi, l'ordonnance 06-02 ne distingue pas entre

le droit de convaincre et le prosélytisme, du moment qu'elle n'a pas précisé les modalités et les formes que peut revêtir la manifestation de la liberté religieuse. Ce qui pourrait constitué une source d'abus dans l'imposition des restrictions à l'exercice du culte, et les exemples dans ce sens ne manquent pas en pratique.

A titre d'exemple, une jeune fille(H.K), convertie au christianisme, voyageant à bord d'un bus lorsque la police l'eut interrogée et l'eut trouvée en possession de bibles et d'autres matériels religieux. Elle a été accusée le 30/03/2008 par le procureur près du tribunal de Tiaret, de « pratiquer une religion non musulmane sans permission »[53].

Dans une autre affaire, deux algériens qui s'étaient convertis au christianisme, (R.S et D. D), et qui ont été condamnés par le tribunal de Tissemssilt, par contumace à deux ans de prison et une amende de 500 000,00 DA chacun, pour s'être livrés au prosélytisme et avoir pratiqué illégalement un culte non musulman[54].

Sur la base de l'article 9 de l'ordonnance 06-02 bis, il est créé une commission nationale des cultes, chargée en particulier de veiller au respect du libre exercice du culte, de prendre en charge les affaires et préoccupations relatives à l'exercice des cultes et de donner un avis préalable à l'agrément des associations à caractère religieux.

En se référant au décret exécutif n° 07-158 du 27/05/2007 fixant[55] la composition et les modalités de fonctionnement de la commission nationale des cultes autres que musulman, on constate que cette commission est un conseil de sécurité de culte.

En effet, d'après l'article 4 du décret 07-158, cette commission ne comprend dans sa composition aucun représentant des cultes autres que musulman, elle est composée des représentants :

- Du ministre de la défense nationale ;

- Du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;
- Du ministre des affaires étrangères ;
- Du commandement de la gendarmerie nationale ;
- De la commission nationale consultative de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

II-Les restrictions doivent viser un but légitime

La légitimité du but de l'ingérence est précisée par les textes internationaux. Mais malgré cette précision, la marge de manœuvre des Etats reste importante[56].

Les restrictions à la liberté religieuse doivent être prises dans l'intérêt de la sécurité publique, la protection de l'ordre, de la santé et de la morale publique ainsi que les droits et libertés d'autrui.

Il y a lieu de remarquer, que ces notions de but légitime, sont vagues, générales et incertaines ; elles sont donc très largement indéterminées. Leur détermination concrète est laissée aux Etats, ce qui constitue une marge de manœuvre assez importante.

S'agissant, par exemple, de la notion de l'ordre public, certains auteurs[57] réservent un sens très large à cette notion, qui peut englober toutes les autres notions de but légitime.

En effet, ils distinguent entre deux formes d'ordre public en fonction de leur contenu. L'ordre public objectif renvoi à tout ce qui est nécessaire à l'existence du bon ordre en général, le respect de l'égale liberté d'autrui, le respect de l'Etat nécessaire à l'existence des droits de l'homme.

L'ordre public subjectif concerne essentiellement des valeurs autres que les seuls droits de l'homme ou les valeurs de liberté. Il s'agit souvent de valeurs morales variables d'un pays à l'autre et d'une époque à l'autre, mais qui représentent à un moment donné des valeurs que la société se sent en droit d'imposer à tous comme fondamentales. Elles sont subjectives

en ce sens qu'elles ne se déduisent pas logiquement des conditions d'existence de la liberté et des droits de l'homme, mais d'un choix historique[58].

Le motif de sécurité, a pu justifier plusieurs atteintes à la liberté des pratiques religieuses. L'interdiction d'un ouvrage de spiritualité orientale demandé par un prisonnier est suffisamment motivée par le fait qu'un chapitre sur les arts martiaux peut entrainer dans le contexte d'une prison des dangers pour les tiers[59].

La protection de la sécurité publique justifie le retrait d'autorisation d'exploitation d'une agence de sécurité dès lors que son directeur, par son appartenance à une secte, n'offre plus « la garantie d'honorabilité » exigée par la loi suisse. La Cour européenne a estimé qu'il n'y avait pas d'atteinte à la liberté religieuse car la décision n'était pas motivée par des objections sur ses convictions religieuses, mais bien par les risques encourus pour l'ordre public dans une profession particulière[60].

Le respect de la santé publique autorise la vaccination obligatoire quelle que soit la religion ou la conviction personnelle des individus. Le port obligatoire d'un casque relève de la protection de la santé, c'est ainsi que le comité des droits de l'homme des Nations Unies a considéré que l'obligation de porter un casque de sécurité pouvait être considéré aussi bien comme une restriction justifiée à la liberté de religion, que comme une discrimination de fait raisonnable[61].

Le respect des droits d'autrui est un principe fondamental de limitation de la liberté de religion énoncé par les instruments internationaux. Si la liberté de religion doit être considérée comme une liberté fondamentale, la question concrète est de savoir comment peut se faire l'harmonisation avec d'autres libertés concurrentes ? La Cour européenne a pu considérer comme légitimes les sanctions prises contre les officiers pour prosélytisme envers des soldats sous leurs ordres parce qu'il s'agissait « de protéger les droits et libertés d'autrui ». Soumettre la construction d'un temple ou d'une salle de culte à une demande de permis de construire n'est pas

une atteinte à la liberté des cultes car elle a pour but de protéger les voisins et plus généralement l'ordre public et la santé[62].

Toutefois, les notions de but légitime, prévues par les textes internationaux, sont souples et élastiques, souvent exploiter par les Etats pour imposer des restrictions arbitraires, que ce soit par des textes de loi ou par des interprétations extensives. Dans cette optique, nous analysons les dispositions, l'interprétation et l'application de l'article 222 du code pénal marocain et l'article 144 bis 2 du code pénal algérien.

L'article 222 prévoit[63] « celui qui, notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane , rompt ostensiblement le jeûne dans un lieu public pendant le temps du ramadan, sans motif admis par cette religion, est puni de l'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de deux cents dirhams ».

Il résulte de cette disposition, qu' il n'est pas interdit de fumer , manger ou boire durant les heures de jeûne dans un lieu privé ; qu'il n'est pas interdit non plus le fait de fumer, manger ou boire durant les heures de jeûne dans un lieu public si c'est fait de manière non-ostensible ; qu'il n'est pas opposable à un non-musulman au sens de la loi marocaine .

L'article 222 interdit uniquement la manifestation publique et ostensible du fait de ne pas jeûner. Autrement dit, l'article 222 interdit la manifestation qui peut être la cause d'un désordre ou de non- respect des droits et libertés d'autrui, c'est ce qu'il ressort des commentaires officiels du code pénal publié par le ministère de la justice marocaine « Ce texte réprime une infraction grave aux prescriptions de la religion musulmane qui peut être l'occasion de désordre en raison de l'indignation qu'elle est susceptible de soulever dans le public ».

L'article 222 n'interdit pas donc, le fait de ne pas jeûner, mais il réprime le non- respect du jeûne en public et qui porte atteinte à l'ordre public et aux droits et libertés d'autrui. Dans ce sens, l'article 222 est compatible avec les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme. Néanmoins, sa

disposition qui stipule "celui qui, notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane" est incompatible, à notre avis, avec l'article 18 pacte international relatifs aux droits civils et politiques.

En effet, sur la base de cette disposition, pour qualifier le fait de ne pas jeûner comme manifestation ostensible, il faut connaitre au préalable l'appartenance religieuse de la personne, ce qui implique l'obligation de révéler sa religion. Ainsi, par exemple, si un individu notoirement connu pour son appartenance à la religion musulmane, mais qui s'est convertit à une autre religion, il sera dans l'obligation de révéler sa nouvelle religion pour échapper à l'application de l'article 222.

Aussi, limiter l'interdiction de la manifestation ostensible du fait de ne pas jeûner, aux personnes notoirement connues par leur appartenance à la religion musulmane, affaiblie le justificatif de la protection des buts légitimes des restrictions, d'une part, et constitue une discrimination, d'autre part. Car une manifestation ostensible peut être commise par un musulman ou par un non musulman, alors que la protection de l'ordre public et les autres buts légitimes des restrictions, concerne tout individu qui exerce sa liberté dans une société.

Dans une affaire portée devant le tribunal de première instance de Mohammedia, Royaume du Maroc, un groupe d'individus ont été appelés à se retrouver à la gare de Mohammedia pour manger en public avant la rupture de jeûne du ramadan ; que par l'intervention des forces de l'ordre, leur projet de manger dans la forêt de Mohammedia avant la rupture du jeûne n'a pu être réalisé et ils sont poursuivis par le ministère public pour tentative d'incitation à la rupture du jeûne en public sur la base de l'article 222 du code pénal[64].

Le tribunal de Mohammedia, qui a jugé l'affaire le 18/09/2009, a considéré que les prévenus n'avaient pas bu, manger ou fumer sur un lieu public au moment de leur appréhension par les forces de l'ordre, et que l'article 222 n'incrimine que l'action consommée ou entamée de rompre le

jeûne en public, d'une manière ostensible ; il ne réprime pas la simple tentative de rupture publique du jeûne[65].

Contrairement au Maroc, il n'existe en Algérie aucun texte de loi qui réprime la non-observation du jeûne. Cependant, l'article 144 bis 2 du code pénal algérien a servi de fondement pour des poursuites pénales, voir même des condamnations, comme c'est le cas, par exemple, des affaires des non-jeûneurs d'Ain el Hammam (Tizi-Ouzou), d'akbou (Bejaia), ou encore de la condamnation du non-jeûneur Farès (Oum el bouaghi).

En effet, le12/08/2010, deux citoyens algériens (H.H) et (S.F), ouvriers de bâtiment, alors qu'ils étaient en train de casser la croute à la mi-journée sur un chantier privé, interpellés par les forces de l'ordre et déférés devant le tribunal d'Ain el Hammam. Présentés devant le procureur, ce dernier déclenche une poursuite contre eux, sur la base de l'article 144 bis 2 du code pénal[66]. Le 05/10/2010, le tribunal a rendu son verdict, en relaxant les deux prévenus pour motif : Absence de l'élément légal[67].

De même, pour l'affaire des non-jeûneurs d'Akbou, dont les faits remontent au 20/08/2010, vers treize heures, les forces de l'ordre ont surpris une personne (CH.A) à l'intérieur de son local commercial, il s'est avéré pour la police, qu'il distribuait des sandwichs et des boissons non-alcoolisées. Par ailleurs, la police a remarqué que d'autres personnes ont pris fuite vers la terrasse de l'immeuble. Après leur arrestation, les suspects ont déclarés qu'ils ont pris des cafés chez le premier suspect (CH.A). Présentés devant le procureur, ce dernier déclenche l'action publique contre eux, sur la base de l'article 144 bis 2 du code pénal. Le 08/11/2010, le tribunal d'Akbou a rendu son verdict, en relaxant tous les prévenus, pour motif: Absence de l'élément légal[68].

Contrairement aux non-jeûneurs d'Ain el Hammam et d'Akbou, le non-jeûneur Farés d'Oum el Bouaghi a été condamné. Les faits de son affaire remontent au 07/09/2010, à midi; La police surprend un groupe de jeunes près de la cité de l'espérance à Ain beida (Oum el Bouaghi), suite à un appel

anonyme les accusant de manger en public. Deux d'entre eux s'enfuient, le troisième Farès (b), est arrêté pour non-observation du jeûne. Conduit au commissariat, dans un excès de colère, Farès s'est frappé la tête contre une des vitres du commissariat. Le jeune Farès est conduit à l'hôpital pour soigner ses blessures et, selon sa mère, aucun certificat médical n'a été établi[69].

Présenté devant le procureur du tribunal d'Ain el Beida, le jeune Farès est mis sous mandat de dépôt et poursuivis pour deux chefs d'inculpation, atteinte à un des préceptes de l'Islam (article 144 bis 2 du code pénal) et détérioration des biens de l'Etat (article 407 du code pénal).

le mardi 14/09/2010, le tribunal d'Ain el Beida a rendu son verdict en condamnant le jeune Farès à deux ans de prison ferme et de 50000 D.A. d'amende. Dans la même affaire, un autre prévenu en fuite (F.F), est jugé par défaut pour un chef d'inculpation, dénigrement d'un préceptes de l'Islam (l'article 144 bis 2), il écope de trois ans de prison ferme. Après appel, la chambre pénale de la cour d'Om el Bouagui a confirmé le 17/10/2010 le jugement prononcé contre le jeune Farès[70].

Le point commun entre les trois affaires, ci-dessus citées, est la mise en avant des dispositions de l'article 144 bis 2 qui prévoit : "Est puni d'un emprisonnement de trois (3) à cinq (5) ans et d'une amende de 50000 D.A. 200000 D.A, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque offense le prophète (Paix et salut soient sur lui) et les envoyés de Dieu ou dénigre le dogme ou les préceptes de l'Islam, que ce soit par voie d'écrit, de dessins, de déclaration ou tout autre moyen.

Les poursuites pénales sont engagées d'office par le ministère public».

A la lecture de cet article, nous déduisons qu'il vise à protéger les envoyés de Dieu, et les préceptes de l'Islam contre tout outrage public. En effet, offenser le prophète (Paix et salut soient sur lui) et les envoyés de Dieu, relève du non- respect d'autrui, car si la liberté religieuse accorde le droit de ne pas y croire en prophète Mohammed (Paix et salut soient sur lui) et les autres envoyés de Dieu, cette liberté contient aussi l'aspect

de la tolérance, et les textes prévoient des restrictions à l'exercice de la dite liberté pour respect d'autrui.

Dénigrer un dogme ou un précepte de l'Islam peut blesser les personnes de confession musulmane, par voie de conséquence, il est considéré comme une atteinte aux droits et libertés d'autrui, il peut provoquer aussi des affrontements et créer un désordre dans la société, donc une atteinte à l'ordre public.

L'article 144 bis 2 cite les moyens d'offense et de dénigrement, que ce soit par voie d'écrit, de dessin, de déclaration. Cependant l'expression "ou toute autre moyen" prévue par l'article, accorde une interprétation extensive, elle permet d'inclure n'importe quel autre moyen, important soit-il ou non, pour dire qu'il y'a offense ou dénigrement.

Ce genre d'expressions ne donnera pas effet aux droits et libertés reconnus, notamment la liberté religieuse, ce qui est incompatible avec l'article 2/2 du pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipule: "...2- Les Etats parties au présent pacte s'engagent à prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur".

L'expression " tout autre moyen", qui peut donner lieu à des limitations plus amples et utilisée pour détruire la liberté religieuse, est contraire à l'article 5/1 du pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prévoit: " 1- Aucune disposition du présent pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés reconnus dans le présent pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit pacte".

Toutefois, l'article 144 bis 2 ne contient aucune disposition interdisant le fait de ne pas jeûner, et par voie de

conséquence, le juge pénal doit se limiter à une lecture stricte et littérale du texte, il ne devrait pas interpréter le texte par analogie, comme de dire, par exemple, que le jeûne est l'un des piliers de l'Islam, le non-respect de ce pilier est un dénigrement d'un précepte de l'Islam. Une telle interprétation, extensive, nous conduira à punir toute personne qui ne fait pas la prière, qui ne jeûne pas, qui ne s'acquitte pas de la Zakat, qui n'accomplit pas el Hadj (pèlerinage).

L'article 144 bis 2 réprime le fait de dénigrer et non pas le fait de ne pas pratiquer les préceptes de l'Islam.

Pour ces motifs, le fait de ne pas jeûner ne constitue pas une infraction et selon le principe de la légalité pénale, nul ne peut être poursuivi et condamné pour des faits qui, au moment où ils ont été commis, ne constituent pas une infraction[71]. Par conséquent, les poursuites pénales des non-jeûneurs d'Ain el Hammam, d'Akbou et la condamnation du jeune Farès d'Oum el Bouagui, sont arbitraires.

III-Les restrictions doivent être nécessaires dans une société démocratique

Avant d'analyser cette condition, il y a lieu de signaler que l'expression « nécessaire dans une société démocratique », est utilisée dans l'article 29/2 de la Déclaration universelle et l'article 9/2 de la convention européenne. Cependant, elle n'a pas été prévue ni par l'article 18/3 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, ni par l'article 12/3 de la convention américaine, ces deux derniers textes ont utilisé seulement le terme « nécessaire », c'est-à-dire la nécessité des restrictions, sans voir le mode de société.

Plus laconique, la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, n'utilise ni le terme « nécessaire », ni l'expression « société démocratique ».

La notion « nécessaire dans une société démocratique » est floue, elle donne lieu, inévitablement, à des difficultés d'interprétation.

La nécessité démocratique est une notion complexe, qui parait se décomposer en trois critères : la nécessité de la mesure prise, le lien et la proportionnalité entre la mesure et le but légitime invoqué et, enfin, la compatibilité entre la mesure et l'esprit démocratique. En effet, l'exigence de nécessité d'une mesure restrictive des droits se situe entre le caractère acceptable, qui n'est, évidemment, pas suffisant.

La restriction doit être proportionnée au but poursuivi, la proportionnalité étant la réalisation d'un juste équilibre entre les différents intérêts en présence. Sa compatibilité avec l'esprit démocratique implique une certaine tolérance et un esprit d'ouverture[72].

Dans l'affaire Ibrahim Sérif C.Grèce du 14/12/1999, la Cour européenne des droits de l'homme a soulevé la question de savoir si la restriction était « nécessaire dans une société démocratique ». En fait cette affaire concerne un musulman élu multi au cours d'élections non officielles en 1990. Il fut condamné par les tribunaux grecs pour usurpation de fonctions et port illégal de l'habit de ministre de culte.

La Cour européenne rappelle que « La liberté de pensée, de conscience et de religion représente l'une des assises s'une société démocratique au sens de la convention.il y va du pluralisme-chèrement conquis au cours des siècles-consubstantiel a pareille société. Il est vrai que dans une société démocratique, il peut se révéler nécessaire d'assortir cette liberté de limitations propres à concilier les intérêts des divers groupes religieux. Toutefois, il convient d'apprécier si cette restriction correspond à « un besoin social impérieux » et si elle est « proportionnée au but légitime visé »[73].

La Cour ajoute que « ...punir une personne au simple motif qu'elle a agit comme chef religieux d'un groupe qui la suit volontairement ne peut toutefois guère passer pour compatible avec les exigences d'un pluralisme religieux dans une société démocratique »[74].

Par conséquent, la Cour conclue que l'ingérence dans le droit de manifester sa religion n'était pas nécessaire dans une

société démocratique. Il y a donc eu violation de l'article 9 de la convention[75].

Conclusion :

La liberté religieuse est, assurément, une liberté essentielle, dont les enjeux sont considérables. Cette liberté est consacrée par un nombre important de textes internationaux. Cependant, la mise en œuvre concrète de cette liberté devient de fait le terrain où la vigilance doit continuer à s'exercer. La liberté des pratiques religieuses sans lesquelles il n'y a pas de liberté religieuse véritable, constitue donc un enjeu concret et permanent. Pour cela, nous partageons l'idée citée dans l'ouvrage consacré à la protection internationale de la liberté de religion, publié par l'institut international des droits de l'homme, selon laquelle " plus que l'exercice de toute autre liberté, celui de la liberté religieuse est en proie, au plan international, à des turbulences nées de l'action conjuguée des fanatismes de tous bords, des préjugés culturels et des divisions idéologiques. C'est dire combien une bonne gouvernance de la protection de la liberté religieuse confine au numéro d'équilibrisme..."[76].

Références :

1- Valère Eteka Yemet : La charte africaine des droits de l'homme et des peuples, étude comparative. Ed Harmattan. Paris, 1996. P18

2- Voir Jean Duffar : « liberté religieuse dans les textes internationaux », in revue du droit public. N° 4, 1994. P 946.

3- Nations Unies. Assemblée générale : Résolution N°36/55 du 25/11/1981.

4- Yadh Ben Achour : la Cour européenne des droits de l'homme et la liberté religieuse. Ed.Pedone. Paris, 2005. PP 22 et 27.

5- Cité in jean François Renucci : l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme : « la liberté des pensées, de conscience et de religion ». Edition du conseil de l'Europe, 2004. P 14.

6- Ibid. PP 13 et 14.

7- Ibid. PP 14 et 15.

8- Jaques Robert : libertés publiques. Ed. Montchrestien. Paris 1982. P 472.

9- University of Minnesota, human rights library. Guide d'étude : liberté de religion ou de conviction, in : http://www.umn.edu/humanrts/edumat/studyguides/Religion.htm

10- Voir Jean Duffar : « liberté religieuse dans les textes internationaux ». Op.Cit. P 946.

11- -Silvio Ferrari ne manque pas de remarquer que, dans nombre de langue européenne, le mot « secte » indique à l'origine « un groupe de dissidents s'étant séparés d'un groupe religieux plus large et possède généralement une connotation négative (voir désobligeante ou dénigrante). L'expression (nouveau mouvement religieux) sert dans les ouvrages de doctrine, à désigner les croyances que d'aucun préfèrent associer à des sectes ; elle semble cependant quelque peu inappropriée, dans la mesure où une partie de ces croyances ne sont nouvelles qu'en Europe et sont très anciennes leur lieu d'origine. Voir Rénata Uitz : « La liberté de religion dans les jurisprudences constitutionnelles et conventionnelles internationales ». Edition du conseil de l'Europe. P 14.

-Une commission parlementaire de l'assemblée nationale Française définit les sectes, dans un rapport publié en 1996, comme des « groupes plaçant trop d'attention sur les finances, causant une rupture entre les adeptes et leurs familles, responsables d'attaques psychologiques et physiques envers leurs membres, recrutant des enfants, professant les idées « anti sociales » perturbant l'ordre public, ayant des « problèmes judiciaires » et/ou tentant d'infiltrer les organes étatiques. Les

autorités du gouvernement ont dit que les sectes sont des associations dont la structure est idéologique et totalitaire et dont le comportement opprime gravement les libertés fondamentales et l'équilibre social », voir http://www.antisectes.net//index-low.htm.

12- Jean François Ranucci : L'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme. Op. Cit. P 16.

13- Voir Jean Duffar ; « la liberté religieuse dans les textes internationaux ». Op. Cit. P 947.

14- Comité des droits de l'homme: Observation générale n°.22, paragraphe Le droit à la liberté de pensées, de conscience et de religion (art.18), du 30/07/1993, in CCPR observation générale n°18.www.unhchr.ch

15- Voir Linos Alexandre Sicilanos : «La liberté de diffusion des convictions religieuses », in publication de l'institut international des droits de l'homme : La protection internationale de la liberté religieuse. Ed Bruylant. Bruxelles 2002. P 208.

16- L'article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme stipule : « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ... ».

17- L'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme prévoit : « toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ... ».

18- L'article 12 de la convention américaine des droits de l'homme stipule : « toute personne a droit à la liberté de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de garder sa religion ou ses croyances ou de changer de religion ou de croyances ... ».

19- Comité des droits de l'homme : Observation générale N°22. Op. Cit. Paragraphe 5.

20- Linos Alexandre Sicilinos: La liberté de diffusion des convictions religieuses . Op. Cit. P211.

21- Comité des droits de l'homme: observation générale N° 22. Op. Cit. Paragraphe 3.

22- Regis De Gouttes : « Les discriminations religieuses et la convention européenne des droits de l'homme », in droit et justice, collection dirigée par Pierre Imbert : La liberté religieuse et la convention européenne des droits de l'homme ».ed.Nemessis-Bruylant. Bruxelles.2004.P82.

23- Jean Duffar ; « la liberté religieuse dans les textes internationaux ». Op. Cit. P 948.

24- L'article 2 de la charte Africaine stipule que : « toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés reconnus et garanties dans la présente charte sans distinction aucune, notamment de race, d'ethnie, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ».

25- Comité des droits de l'homme: observation générale N° 22. Op. Cit. Paragraphe 9.

26- Comité des droits de l'homme: observation générale N° 18. Op. Cit. Paragraphe13.

27- Patrice Rolland : « ordre public et pratiques religieuses », in publications de l'institut international des droits de l'homme ; la protection internationale de la liberté religieuse. Bruylant, Bruxelles, 2002. P 240.

28- Ibid. P 239.

29- Comité des droits de l'homme: observation générale N° 22. Op. Cit. Paragraphe 4.

30- Ibid. Paragraphe 7.

31- Voir Patrice Rolland ; « ordre public et pratiques

religieuses ». Op. Cit. P 241.

32- Voir Yadh Ben Achour : la cour européenne des droits de l'homme et la liberté de religion. Op. Cit. P 34.

33- Patrice Rolland : « ordre public et pratiques religieuses ». Op. Cit. P 241.

34- Yadh Ben Achour : la cour européenne des droits de l'homme et la liberté de religion. Op. Cit. P 31.

35- L'article 12/3 de la convention américaine des droits de l'homme stipule: "la liberté de manifester sa religion ou ses croyances ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, sont nécessaires à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de santé ou de la morale publics ou à la sauvegarde des droits ou libertés d'autrui".

36- Jean François Renucci ; « l'article 9 de la convention Européenne des droits de l'homme ». Op. Cit. P 45.

37- Voir Gérard Soulier : Nos droits face à l'Etat. Ed Seuils. Paris, 1981. P 153.

38- Jean François Renucci : « l'article 9 de la convention européenne des droits de l'homme ». Op. Cit. P 46.

39- Yadh Ben Achour : la cour Européenne des droits de l'homme et la liberté de religion. Op. Cit. PP 67 et 68.

40- http://v.i.v.free.fr/spip/spip.php?article 3854. P1.

41- Idem.

42- -
http://www.lacroix.com/documents/doc.jsp?docId=24266

-www.jeuneafrique.com/article/

43- L'article2/2 de la loi stipule : « L'interdiction prévue à l'article premier ne s'applique pas si la tenue est prescrite ou autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, si elle est justifiée par des raisons de santé ou des motifs

professionnels, ou si elle s'inscrit dans le cadre de pratiques sportives, de fêtes ou de manifestations artistiques ou traditionnelles »

44- www.jeuneafrique.com/article/

45- Ibid.

46- Voir journal officiel de la République Algérienne n° 12 du 1 mars 2006. PP 23 et 24.

47- Voir article 2/2 de l'ordonnance.

48- Voir article 3 de l'ordonnance.

49- Voir article 4 de l'ordonnance.

50- Département d'Etat des Etats Unis d'Amérique, bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, « Rapport du 26/10/2009 », voir <http://www.state.gov/g/drl/rls/irf/2009/127344.htm. P16.>

51- Voir journal officiel de la République Algérienne n° 33 du 20 mais 2007. P 4.

52- L'article 11 des l'ordonnance n° 06-02 bis stipule : « sans préjudice des peines plus graves, est puni d'un emprisonnement de deux (02) ans à cinq (05) ans et d'une amende de 500.000 DA à 1.000.000 DA quiconque :

Incite, contraint ou utilise des moyens de séduction tendant à convertir un musulman à une autre religion, ou en utilisant à cette fin des établissements d'enseignement, d'éducation, de santé, à caractère social ou culturel, ou institutions de formation, ou tout autre établissement, ou tout moyen financier, Fabrique, entrepose, ou distribue des documents imprimés ou métrages audiovisuels ou par tout autre support ou moyen qui visent à ébranler la foi d'un musulman ».

53- Département d'Etat des Etats Unis d'Amérique, bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail. Op. Cit.

P 17.

54- Ibid. PP 16 et 17.

55- Voir le journal officiel de la république Algérienne.36 N°36 du 03/06/2007. PP 7 et 8.

56- Jean François Renucci : « l'article 9 de la convention Européenne des droits de l'homme ». Op. Cit. P 48.

57- Patrice Rolland : « ordre public et pratiques religieuses ». Op. Cit. P 250.

58- Ibid. PP 250 et 251.

59- Ibid. P 251.

60- Ibid. P 252.

61- Ibid. P 250.

62- Ibid. PP 255 et 256.

63- Voir www.ibnkafkasobiterdicta.wordpress.com/.../le jugement-vient-de-tomber-les-huits-de-jeuneurs-de-ohermedia.relaxes/.

64- www.old.whumi.org/french/newsbyregion.html?

65- www.ibnkafkasobiterdicta.wordpress.com/.../le jugement-vient-de-tomber-les-huits-de-jeuneurs-de-ohermedia.relaxes/

66- Voir journal El Watan Algérie, n° 6053 du mardi 21 septembre 2010, PP 1 et 3.

67- Tribunal d'Ain El Hammam, section correctionnelle, jugement n° 01000/10 du 15/10/2010.

68- Tribunal d'Akbou (Bejaia), section correctionnelle, affaire n° 03273/10 jugement du 08/11/2010.

69- Voir journal El Watan weekend, Algérie n° 82 du

vendredi 29 octobre 2010, PP 6 et 7.

70- Idem.

71- Le principe de la légalité des infractions et des peines garantie par les articles 46, 140 et 142 de la constitution, et réaffirmé par le code pénal dans son article premier qui prévoit « il n'y a pas infraction, ni de peines ou de mesures de sureté sans loi ».

72- Jean François Renucci : « l'article 9 de la convention Européenne des droits de l'homme ». Op. Cit. P 49.

73- Yadh Ben Achour : la cour européenne des droits de l'homme et la liberté de religion. Op. Cit. PP 69 et 70.

74- Ibid. P 70.

75- Ibid. P 71.

Voir Regis De Gouttes : « Les discriminations religieuses et la convention européenne des droits de l'homme ». Op. Cit. PP 95 et 96.